



Pour proposer
un article ou
une contribution

romain.pigenel@gmail.com

LA TÊTE À GAUCHE

♦ «L'Europe ne peut être tranquille tant que la France n'est pas contente.»♦

VICTOR HUGO

♦ N°143 ♦ 17 février 2009 ♦ jdray@assemblee-nationale.fr ♦

ET MAINTENANT, LES EUROPEENNES

Un temps estompées par la crise et son cortège de conséquences politiques, économiques et sociales, les élections européennes reviennent au premier plan, alors que commence l'élaboration des listes de candidats, à gauche comme à droite. Les modalités de ces élections - scrutin de listes, listes élaborées « par le haut », consensuellement, au sein de chaque parti - les rendent propices à une certaine dépolitisation, au sein des « grands » partis du moins. Pourtant, cette année moins que jamais, nous ne pouvons nous permettre de gérer ces élections à la légère, à l'économie, comme un moment pénible à passer car électoralement risqué.

Car la crise est passée par là. Elle pose un impératif : celui de refaire de la politique, au sens fort du terme. D'arrêter de gérer sagement les contraintes, pour travailler à l'ouverture, au contraire, de nouveaux possibles. Les élections européennes constitueront, pour la gauche, le premier test de notre volonté commune d'opérer cette repolitisation. Notre objectif doit donc être

de leur redonner un sens et un objectif - ce qui exclut de facto toute limitation de notre ambition à celle de « faire un score honorable », sans parler de « limiter la casse ».

De ce point de vue, les sondages, pour le moment plutôt positifs pour le parti socialiste, peuvent être un bien mauvais conseiller. Les Français - et c'est heureux - semblent encore faire confiance aux socialistes pour changer la donne économique et sociale, en particulier au niveau européen. Pour autant, il n'y aurait rien de plus dangereux que de se reposer sur un supposé matelas de voix, pour remettre à plus tard la refonte de notre système

"Les élections européennes constitueront, pour la gauche, le premier test de notre volonté commune d'opérer cette repolitisation"

intellectuel et idéologique. Car le camp adverse - celui de la droite, des libéraux conservateurs - a bien compris l'enjeu de la période, et ce d'autant plus qu'il se sait être la première victime, potentiellement, de la crise idéologique qu'a généré la faille de la mondialisation néo-libérale. C'est pour cette raison que les partis et gouvernements de droite ont été parmi les premiers

à réagir vivement à la crise et à réclamer une moralisation du système, pour mieux le préserver. Je vous renvoie à ce propos à ce que j'écrivais des critiques « morales » du capitalisme à l'automne dernier, dans La fin des Vingt Perverses.

Le libéralisme va muter, pour survivre. La gauche doit faire de même, et ne pas se reposer sur les lauriers que semble décerner la crise aux critiques que nous faisons, depuis des années, de la mondialisation néolibérale. La gauche doit dépasser les solutions classiques, les plans de relance se limitant à une relance de la demande - plans adaptés à l'ancien monde, plans inadaptés, en conséquence, au monde qui vient. Ou nous résignerions nous à devenir, par paresse ou manque d'envie, le camp du conservatisme et de l'enfermement idéologique, après avoir si longtemps reproché l'un et l'autre travers - à raison - à nos adversaires ?

Crise inédite, nouveau monde, nouveaux instruments. L'Europe a vocation à être un de ces instruments, pour porter et promouvoir un nouveau modèle, et répondre à l'ampleur de l'intervention économique nécessaire. Je remarque d'ailleurs que ceux-là même qui combattaient l'intégration européenne, à gauche, sont aujourd'hui d'accord sur ce point ; même les protectionnistes n'envisagent de protectionnisme qu'à l'échelle européenne. D'un sujet de différenciation artificiellement construit il y a quatre ans, l'Europe peut aujourd'hui devenir le lieu d'une possible réunion pour la gauche. Des divergences, bien sûr, subsistent. Souvent sincères. Je fais le pari que

nous pouvons collectivement les dépasser, si nous nous en donnons les moyens.

Je propose pour cela une solution simple à mettre en œuvre : l'organisation d'une conférence de toute la gauche européenne. Cette conférence n'aurait pas pour but de réanimer de vieux débats dépassés, ou de revenir sur le traité de Lisbonne (que je me félicite de ne pas avoir soutenu, en 2007, au bureau national du PS). Elle viserait d'une part à élaborer un plan de transformation du parlement européen - pour en faire l'instrument, démocratique, du choix d'un nouveau modèle social et économique - et d'autre part à faire de la naissance d'une vraie puissance publique européenne (donc d'une politique financière, fiscale, industrielle) l'enjeu des élections. Elle permettrait par ailleurs de mettre tous les partis de gauche devant leurs responsabilités : en ce moment historique, voulez-vous faire front et

peser sur le cours des choses, ou au contraire réitérer le sempiternel débat « gauche molle / gauche radicale », et entériner les replis nationaux ?

Cette proposition n'est pas neuve. Je l'avais faite, au nom de la motion E, lors du Conseil national qui avait installé la nouvelle direction du PS. Mais il est encore temps de la mettre en œuvre - par exemple à la fin du mois de mars. Nous pourrions la mettre à profit pour mettre à plat, sans le prisme déformant des intérêts médiatiques et électoraux, les sujets qui prêtent réellement à débattre. Comme le protectionnisme, donc, qui pour une partie de la gauche est devenu une solution de repli facile et instinctive

**"Je propose pour
cela une
solution simple à
mettre en œuvre :
l'organisation
d'une conférence
de toute la gauche
européenne."**

face aux échecs de la mondialisation. Nous aurons bientôt l'occasion d'y revenir dans ces colonnes.

Quand la gauche ne sait pas comment se refondre, elle se replie sur des solutions du passé, ou, pire encore, sur une protestation acrimonieuse. Or la gauche, parce qu'elle est la force du progrès, parce qu'elle incarne l'avenir, ne peut se satisfaire de cela. La gauche est elle-même quand elle porte un modèle de société alternatif, comme le furent le communisme et la sociale-démocratie en leur temps. Pas quand elle se définit en anti - antilibérale, anticapitaliste, etc. La néga-

tion, la protestation ne sont pas des projets, ni même un commencement de projet.

Y a-t-il une solution socialiste pour l'Europe ? Y a-t-il une solution socialiste pour la crise des Antilles, pour la refondation du système de production, pour la réforme de l'enseignement supérieur ? Nos concitoyens seraient bien en peine de répondre à ces questions, si on les leur posait. C'est en nous efforçant de les détromper que nous pourrions, progressivement, reprendre l'initiative politique.

JULIEN DRAY

LE LOGICIEL LIBRE,

UN NOUVEAU COMBAT DE LA GAUCHE ?

Tous les jours nous devenons un peu plus férus d'informatique. Il y a encore deux ans, la plupart de mes amis me disaient que «jamais» ils ne se mettraient à Facebook, par exemple. Aujourd'hui, ils en sont tous accrocs. Tout le paysage politique s'est lui aussi mis à l'informatique : toutes les responsables du PS ont désormais un blog et un profil sur les réseaux sociaux. Et on ne se demande même plus qui a une adresse email... Viendra bientôt le moment où la compréhension et l'appréhension des nouvelles technologies deviendra un enjeu politique, tant sur la forme («web-militantisme») que sur le fond (nouveaux cadres économique, juridique et démocratique).

Ce moment est même peut-être déjà là. C'est donc dans une optique d'anticipation politique que je souhaite introduire dans la TAG une réflexion sur les nouvelles technologies.

Le thème de «l'open-source» peut sembler abstrait et éloigné des préoccupations des non-initiés. Il est cependant révolutionnaire (au sens propre du terme) dans son modèle économique, et permet de comprendre le développement d'Internet durant ces cinq dernières années.

LES LOGICIELS LIBRES OU LOGICIELS OPEN-SOURCE.

Les logiciels libres sont des logiciels informatiques dont le «code-source» est redistribué à tous. On parle aussi de logiciel «open-source». Quelques exemples : Mozilla Firefox (navigateur Internet), Mozilla Thunderbird (logiciel de messagerie), VLC (lecteur dvd, div x...), Ubuntu, Linux (système d'exploitation équivalent à Windows XP, Windows Vista ou Mac OS).

Pour la première fois dans l'histoire
du capitalisme,
**un système économique rentable
fonctionne sur le refus de la propriété
privée des moyens de production !**

QU'EST-CE QUE LE «CODE-SOURCE» D'UN LOGICIEL ?

Le «code-source» d'un logiciel est l'ensemble des instructions, dictées par l'informaticien, pour que le programme s'exécute conformément à ses désirs. Il peut être comparé à un plan d'architecte ou à une partition de musique. Par exemple, pour le jeu « démineur » présent sur tous les ordinateurs de bureau, un informaticien a dû un jour écrire quelque chose comme : "si clic sur ce carré alors affiche une bombe sinon affiche un drapeau"



QU'EST-CE QUE L'OPEN-SOURCE ?

Les logiciels «open-source» répondent aux «quatre libertés» de Richard Stallman, père fondateur du logiciel libre : 1- liberté d'utilisation du logiciel, 2- liberté d'étudier le fonctionnement du programme (d'avoir accès au code-source), 3- liberté de redistribuer les copies du programmes et ses sources, 4- liberté d'améliorer le logiciel et d'en faire profiter tout le monde.

LE SYSTÈME ÉCONOMIQUE

On remarquera que les trois premières libertés impliquent implicitement la gratuité des logiciels. La notion de propriété privée est totalement anéantie : pour la première fois dans l'histoire du capitalisme, un système économique rentable fonctionne sur le refus de la propriété privée des moyens de production ! La redistribution des sources, par ailleurs, implique que chacun peut améliorer le logiciel et en faire profiter la planète très simplement. L'une des forces, mais aussi des limites

de ce système économique, enfin, tient au fait que les coûts de reproduction sont quasiment nuls, du fait du caractère immatériel du produit.

LA RÉMUNÉRATION DES INFORMATICIENS

Beaucoup ne sont pas payés et travaillent ainsi par passion, par nécessité, par militantisme – ou par haine de Microsoft (tous les logiciels du géant américain sont à l'inverse de la philosophie du logiciel libre, verrouillés en tous points).

Certains le font indirectement : en améliorant un logiciel utilisé par une entreprise dans laquelle ils sont employés. Certains sont payés par des dons de particuliers ou d'entreprises (c'est le cas du navigateur Internet Mozilla Firefox). Certains sont subventionnés par l'Etat (toutes les universités publiques du Brésil utilisent des logiciels libres, par exemple). D'autres encore sont payés pour l'installation et/ou la mise en place d'un système open-source dans une entreprise. La publicité, enfin, finance aussi certains logiciels, mais cela reste minoritaire.

Il faut comprendre que lorsqu'un de ces informaticiens crée ou améliore ne serait-ce qu'une portion de logiciel, alors c'est toute la planète qui en profite, et cela dans de nombreux domaines. Si demain j'améliore un logiciel de lecture de MP3, ce logiciel sera peut-être utilisé dans mon lecteur de DVD, mais aussi dans mon téléphone portable, dans les vidéos que je regarde sur Internet... De très nombreuses sociétés (IBM, Google...) jouent le jeu, en finançant ou en utilisant de l'open source, et gagnent d'ailleurs beaucoup d'argent grâce à ce modèle économique. Qui est donc tout sauf une lubie de hippie !

RETOMBÉES TECHNOLOGIQUES
Grâce au partage des connaissances la recherche avance plus vite : les meilleurs calculateurs, notamment, fonctionnent avec des logiciels libres, car des centaines de scientifiques de différentes entreprises et nationalités ont pu se pencher sur un même système. Les processus d'amélioration de logiciels beaucoup plus rapides (puisque plus de monde travaille sur un même projet), de même que les processus de correction de bug et de faille de sécurité. Les temps de recherche de développement, et de commercialisation, sont tout simplement réduits à 0.

RETOMBÉES POLITIQUES
Le logiciel libre permet de constater que le système capitaliste, basé sur la propriété privée, n'est pas toujours le plus efficace. De là on peut inférer un nouveau

mode d'organisation du travail, fondé sur une ouverture totale des connaissances à l'autre, et donc sur la fin du «secret industriel». Ce mode de travail implique aussi la fin des barrières étatiques. Les notions de frontières et de nation, potentiellement, n'ont plus lieu sur Internet. Et d'un point de vue social, enfin, la gratuité des logiciels constitue une arme ultra-efficace pour lutter contre la baisse du pouvoir d'achat !

QUELLES LIMITES ?

La limite d'application de ce système tient au fait que si les coûts de production, et surtout de reproduction, des logiciels sont quasi négligeables, il n'en va pas de même pour les autres secteurs économiques. Un tel système ne peut être appliqué à des productions nécessitant obligatoirement un investissement matériel lourd. Notamment, les plans d'une

usine de voiture pourraient être distribués librement et servir à tous les ingénieurs, mais non pas sa production, car il faudrait bien payer les matières premières nécessaires (métal, caoutchouc, pièces détachées...).

POUR CONCLURE

Leur gratuité mise à part, les logiciels libres peuvent paraître anecdotiques aux non-informaticiens. Cependant, leur modèle économique gagne aujourd'hui de nouvelles applications, dans l'art notamment, dans les publications, les services ... Il permet également d'expliquer le tournant qu'a pris le web ces dernières années, et de comprendre la société du gratuit vers lequel nous avançons. Et quoi de plus naturel, pour la gauche, que de militer pour ce système économique solidaire et internationaliste ?

Thomas Luquet

LA RÉDUCTION D'IMPÔTS SELON SARKOZY

Que penser des promesses de baisses d'impôts faites par Nicolas Sarkozy lors du sommet social ?

Tout d'abord l'annonce n'est pas des plus claires. Il est surprenant d'entendre parler des deux derniers tiers car, en matière d'impôts sur le revenu, les deux premiers

tiers sont calculés sur la base de l'impôt de l'année précédente, et le dernier versement correspond au solde dû en fonction des variations de revenus - ainsi que, le cas échéant, de l'évolution de la situation familiale et des déductions possibles de cette charges.

Les limites ne sont pas non plus très bien définies [ceux qui sont dans la tranche à 5,5% (soit un net imposable compris entre 5 852 et 11 673 pour un salarié n'ayant qu'une seule part) + ceux qui déclarent un peu plus de 11 344€, montant plancher de la tranche à 14%]. Si on s'en tient à la tranche imposable

à 5,5%, les simulations effectuées sur le site impots.gouv.fr montrent que, en dehors de toute charge ouvrant droit à réduction ou à crédit d'impôt :

- un célibataire sans enfant est redevable d'un impôt de base de 1€ à partir de 12 311€ déclarés (soit net imposable 11 080)
- pour lui le plafond de la tranche à 5,5% est à 12 970€ de revenus déclarés et son impôt de base à 49€.

Une prime pour l'emploi est versée pour un revenu fiscal inférieur à 16 251€ pour une personne seule,

et à 32 498€ pour un couple marié ou pacsé. Les simulations prennent en compte systématiquement le montant de cette prime pour la détermination du montant dû au fisc, et précisent, le cas échéant, la somme qui sera reversée au contribuable.

C'est le cas avec les 49€ qui sont déduits de la prime pour l'emploi, alors même que le seuil de recouvrement de l'impôt est fixé à 61€. On peut donc légitimement se demander si les montants qui ne seront pas réclamés seront calculés avant ou après l'imputation de la prime. Espérons que l'idée effleurée

de prendre en compte ceux qui, en raison d'exonérations diverses, ne paient pas d'impôts sera maintenue, et que l'imputation de la prime pour l'emploi ne sera pas faite avant le calcul des sommes à dégrever.

Le tableau ci-après donne les indications concernant les bénéficiaires potentiels du dégrèvement annoncé. Comme pour le cas du célibataire sans enfant, il ne tient pas compte des charges ouvrant droit à réduction ou à crédit d'impôt, et notamment des réductions accordées pour frais de garde d'enfants ou charge d'études.

Parts	Montants déclarés	Net imposable	Montant de l'impôt de base
1	De 12 311 à 12 970	De 11 080 à 11 673	De 1 à 49
1,5	De 15 562 à 19 455	De 14 006 à 17 509	De 1 à 289
2	De 18 813 à 25 940	De 16 932 à 23 346	De 1 à 529
2,5	De 22 064 à 32 425	De 19 858 à 29 182	De 1 à 769
3	De 25 316 à 38 910	De 25 316 à 38 910	De 1 à 960
3,5	De 31 818 à 51 880	De 31 818 à 51 880	De 1 à 1281

Selon l'INSEE, en 2006, le salaire médian était de 1 528€/mois (soit 18336€/an) et le salaire moyen des ouvriers et des employés inférieur à ce montant. Les augmentations des salaires les plus bas étant rares et faibles, la situation n'a sans

doute pas évolué. Ce n'est pas ce petit dégrèvement qui apportera l'aide nécessaire et rétablira l'équilibre ; une augmentation de la prime pour l'emploi aurait sans doute été plus judicieuse.

CHRISTIANE MASSON

LA TÊTE À GAUCHE

LETTRE DU CLUB DE LA GAUCHE
SOCIALISTE N°143 . 27 FÉV 2009.

Responsable de la publication: Romain Pigenel. Comité
de rédaction: Geneviève de Kerautem, Nathalie
Kaufmann-Khelifa, Sébastien Pietrasanta, Patricia
Philippe, Flora Saladin, Jean-Alain Steinfeld, Boris
Vassaux, Hélène Orain, Emmanuel Chumiatcher

S'ABONNER :
jdray@assemblee-nationale.fr